

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 27/02/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **ATLANTIQUE PRODUCTIONS**

21 rue Pinier  
44320 Chauvé

**Références :** N4-2025-193\_RI  
**Code AIOT :** 0006301606

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement ATLANTIQUE PRODUCTIONS implanté 21 rue Pinier 44320 Chauvé. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIQUE PRODUCTIONS
- 21 rue Pinier 44 320 Chauvé
- Code AIOT : 0006301606
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Nature de l'activité : Fabrication industrielle de brioches et pains au lait

Effectif du site : environ 100 à 150 salariés (fluctuation en fonction des contrats d'intérimaires)

Site autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 28/01/2000 et arrêtés préfectoraux complémentaires du 19/11/2004, du 23/01/2006 et du 01/10/2015

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> |
|----|--------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2  | Vitesse d'éjection dans l'atmosphère | Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 9.5  | Demande de justificatif à l'exploitant,<br>Demande d'action corrective                                                     |
| 4  | Autosurveillance                     | Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 10.2 | Demande d'action corrective                                                                                                |
| 5  | Valeur limite d'émission dans l'eau  | Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 15   | Demande d'action corrective                                                                                                |

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup> |
|----|---------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8  | Réparation des fuites de fluide frigorigène | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6b | Demande de justificatif à l'exploitant,<br>Demande d'action corrective                                                     |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Valeur limite d'émission dans l'air        | Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 6.2.3 | Sans objet        |
| 3  | Tri des déchets                            | Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 7.1   | Sans objet        |
| 6  | Vérification de la chaîne de mesure        | Arrêté Préfectoral du 23/01/2006, article 3     | Sans objet        |
| 7  | Vérification étanchéité fluide frigorigène | Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6c    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée sur le site lors de l'inspection. Des actions correctives sont attendues principalement dans le suivi et le respect des paramètres des rejets aqueux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N°1 : Valeur limite d'émission dans l'air

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 6.2.3                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans l'air                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites suivantes : Poussières totales : la valeur limite de concentration est de 40 mg/m <sup>3</sup> .                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br>Le site dispose de trois points de rejets (Jade 2, Brio 4 et Brio 6). L'exploitant a fourni le rapport d'analyse des rejets d'effluents gazeux pour chaque point de rejet. L'analyse a été effectuée par la société DEKRA le 20/02/2025. Les résultats sont conformes à la valeur limite d'émission. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                              |

#### N°2 : Vitesse d'éjection dans l'atmosphère

|                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 9.5                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans l'air                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue maximale est au moins égale à 5 m/s. |

|                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                   |
| La vitesse d'éjection n'est pas conforme pour l'ensemble des points de rejet (1,6 m/s pour Jade 2 ; 2,4 m/s pour Brio 4 ; 3,3 m/s pour Brio 6).                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                    |
| <b>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les dispositions prises pour que les vitesses d'éjection des gaz aux trois points de rejet soient conformes.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                  |

### N°3 : Tri des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 7.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits. À cette fin, il doit, conformément à la partie « déchets » de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement : <ul style="list-style-type: none"> <li>– limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>– trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>– s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>– s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| L'exploitant procède au tri de ses déchets. Les déchets alimentaires sont valorisés pour l'alimentation animale par la société APEVAL. Les cartons, plastiques, glaces (support étiquette), films à palette et big bag sont triés et pris en charge par la société BRANGEON. L'inspection des bennes de déchets sur site a permis de constater l'effectivité du tri.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### N°4 : Autosurveillance

|                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2000, article 10.2                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans l'eau et dans l'air                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                  |
| L'exploitant met en œuvre la surveillance de ses émissions selon la fréquence précisée dans le tableau ci-après. |
| Annuelle :                                                                                                       |
| - Poussière                                                                                                      |
| - Débit des rejets gazeux                                                                                        |
| En continu avec totalisation journalière :                                                                       |
| - Débit des rejets                                                                                               |
| - PH                                                                                                             |
| Hebdomadaire :                                                                                                   |
| - DCO                                                                                                            |

|                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - MES<br>Mensuelle :<br>- DBO <sub>5</sub><br>- N Total<br>- P Total                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Le paramètre pH n'est pas suivi de manière journalière. Les autres paramètres sont suivis conformément à la prescription.                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'exploitant doit mettre en œuvre le suivi journalier du paramètre pH en période de rejet.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                            |

#### N°5 : Valeur limite d'émission dans l'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2004, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans l'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.<br>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 13)<br>MES : 100 mg/l<br>DCO : 120 mg/l<br>DBO <sub>5</sub> : 30 mg/l<br>N global : 40 mg/l<br>P Total : 7 mg/l<br>Débit en période de déstockage : 40 m <sup>3</sup> /j<br>PH : 5,5 à 8,5<br>Température < à 30°C |
| <b>Constats :</b><br>La valeur limite d'émission pour le paramètre DCO n'a pas été pas respectée à de nombreuses reprises (1 dépassement sur 4 mesures en janvier 2024 ; 4 sur 4 en février 2024 ; 3 sur 4 en mars 2024). Les autres paramètres sont conformes à la prescription.                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><b>L'exploitant veille à prendre les mesures nécessaires en lien avec le prestataire en charge de la station d'épuration pour respecter les valeurs limites d'émission dans l'eau. Compte-tenu du rejet dans le milieu naturel et de l'impact direct du non-respect des paramètres de rejet sur ce dernier, un retour à la conformité est attendu pour les prochains rejets. En cas de non-respect, un arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être proposé.</b>            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N°6 : Vérification de la chaîne de mesure

|                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2006, article 3 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet dans l'eau                       |

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Constats :**

L'exploitant ne procède plus à l'analyse des paramètres de ses rejets aqueux en interne. Elle est sous-traitée à la société INOVALYS. Le point de contrôle est sans objet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°7 : Vérification étanchéité fluide frigorigène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6c

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

c. Pour les installations soumises à « la rubrique 1185-2 », les équipements clos en exploitation sont régulièrement contrôlés selon les fréquences et dispositions prévues par les règlements (CE) n° 1005/2009 et n° 517/2014 susvisés et par les articles R. 543-79 et R. 543-81 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le site dispose de quinze groupes de réfrigération utilisant des fluides frigorigènes (R-407c, R-454b et R410a). L'exploitant a fourni les tests d'étanchéité pour chaque installation réalisés le 07/02/2025 par la société RICHARDEAU.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N°8 : Réparation des fuites de fluide frigorigène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 6b

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Les fuites et émissions de fluide sont estimées annuellement. Cette estimation ainsi que les résultats des contrôles d'étanchéité à la fréquence déterminée par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que le bilan des actions que l'exploitant a menées pour réduire les émissions et le programme d'actions à mettre en oeuvre pour les réduire davantage. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est identifié, il fait l'objet d'une réparation dans les meilleurs délais.

**Constats :**

Une fuite a été recensée sur le bloc B5 (3). L'exploitant n'avait pas pris, le jour de l'inspection, d'action corrective pour réparer cette fuite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention et le contrôle d'étanchéité attestant de la bonne réparation de la fuite sur le bloc B5 (3).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective